

pendant la plus grande partie des 50 dernières années? Je signale que c'est le parti auquel appartiennent les députés d'en face.

Combien de temps encore devons-nous attendre pour qu'on élabore une stratégie qui utilise au maximum le secteur des richesses non renouvelables? De fait, au rythme où ces ressources sont en train de s'épuiser, il est tout à fait honteux qu'Inco et Falconbridge se contentent d'extraire les minerais à haute teneur en dépensant le moins d'argent possible pour la main-d'œuvre parce que ces minerais sont ceux qui se vendent le plus cher. Le gouvernement devrait avoir honte de permettre à des sociétés multinationales de spolier le Canada sans se soucier du bien-être non seulement de la génération actuelle de Canadiens, mais des générations futures.

Je comprends pourquoi les libéraux et les conservateurs hésitent à s'attaquer vraiment aux sociétés minières multinationales. Je comprends pourquoi ils peuvent s'en faire les défenseurs, monsieur l'Orateur. La raison est bien évidente à quiconque a le temps de se renseigner. Il suffit de lire le rapport du directeur des élections. On peut voir par exemple que l'International Nickel Company of Canada Limited a versé exactement \$30,885 cette année au parti conservateur du Canada. La Noranda Mines a donné la même chose aux libéraux et aux conservateurs—elle ne veut prendre aucun risque—\$16,000 à chacun. Algoma Steel et Denison Mines ont donné \$15,000 à chacun de ces deux partis. Chaque société importante du secteur primaire a récompensé les deux principaux partis.

M. Paproski: Que dire des syndicats?

M. Rodriguez: Je suis devenu cynique à la Chambre. Je ne m'attendais pas à ce qu'on propose d'établir une politique relative à l'exploitation des richesses minières non renouvelables de notre pays.

Il importe de tenir compte de la part du marché accaparé par le Canada et de la place du Canada dans l'extraction de minerais. En ce qui concerne le nickel, nous produisons 33 p. 100 de la production mondiale. Il y a quelques années à peine, précisément en 1974, ce pourcentage était de 38 p. 100, mais il n'est plus que de 33 p. 100. Ce n'est pas la faiblesse des marchés comme le disait le ministre des Finances, qui est la source de nos problèmes. Il est assez évident que nous produisons de moins en moins de nickel par rapport au reste du monde.

En outre, 27,5 p. 100 de la production mondiale du zinc, 40,2 p. 100 de celle de l'amiante et 10,8 p. 100 de celle du cuivre viennent de chez nous. Il importe également de rappeler que le gouvernement a tenté d'élaborer une politique minière pour le Canada. J'ai pris connaissance d'un rapport préparé par les ministres fédéral et provinciaux des Richesses naturelles qui s'intitule: «Vers une politique minière canadienne.» Cette étude affirme notamment:

... la politique minière doit garder pour but général de tirer, pour les Canadiens, les meilleurs avantages possibles des minéraux.

Je me demande alors si le gouvernement a clairement fixé ses objectifs et s'il les a transmis aux sociétés minières multinationales. Et cela m'amène à mon entretien de ce matin avec Marsh Cooper. J'ai d'abord demandé si le gouvernement avait invité la Falconbridge à discuter de ses projets avec lui en ce qui concernait les industries de nickel et de cuivre dans la région de Sudbury. Et M. Cooper m'a répondu: «Pas du tout,

Chômage dans l'industrie minière

pas du tout.» Il n'y a donc pas eu de communications entre les échelons supérieurs de l'administration et la Falconbridge Nickel Mines, qui auraient pu influencer sur l'avenir de tant de nos gens.

En outre, au cours des échanges, M. Cooper a repris exactement les propos des défenseurs des sociétés minières de même que ceux du député de York-Centre (M. Kaplan), du ministre des Finances et du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner), à savoir que si l'INCO n'allait pas s'implanter en Indonésie et au Guatemala, d'autres le feraient à sa place. Eh bien, j'ai une question à poser au gouvernement. Peut-être s'agit-il d'excellents projets pour l'INCO et la Falconbridge. Dominer le marché des minerais de nickel latéritique est une excellente chose pour l'entreprise privée, mais je voudrais savoir quels sont les buts de l'INCO et de la Falconbridge? Sont-ils conformes aux buts des Canadiens pour ce qui est des ressources minérales? Et ce qui est bon pour l'INCO et la Falconbridge l'est-il également pour eux?

• (1802)

Il faut dire que 1974 a été une bonne année pour l'INCO. Elle a réalisé un profit net de 300 millions de dollars. On pourrait s'attendre à ce que la société reconnaisse la nécessité d'investir dans l'industrie et de la diversifier et de consacrer la majeure partie de ces profits au développement de l'industrie et au Canada. Mais qu'a fait l'INCO de la majeure partie de ses profits, soit 242 millions de dollars? Elle a acheté une compagnie de batteries, la ESB. L'INCO se trouve maintenant devant les tribunaux des États-Unis pour y avoir enfreint la loi sur les monopoles. Voilà un exemple parfait d'argent gagné au Canada qu'une compagnie utilise pour diversifier ses activités en rachetant une compagnie déjà existante au lieu d'investir cet argent au Canada dans une industrie nouvelle qui créerait des emplois.

J'ai abordé la question suivante avec M. Cooper aujourd'hui: on a dit que la Falconbridge était tellement en baisse sur le marché boursier et que ses ventes de nickel avaient tellement fléchi qu'elle devait congédier des travailleurs dans la région de Sudbury et pourtant la Falconbridge Mines, la McIntyre Mines, la compagnie mère, la Superior Oil of Texas, la compagnie grand-mère et la Noranda Mines ont toutes signé un accord avec le gouvernement chilien pour investir un milliard de dollars au cours des cinq prochaines années dans les mines de cuivre du nord du Chili. En quoi cela va-t-il remédier au chômage chez nous, qui avons tellement besoin de ces investissements? Nous disons qu'il faudrait favoriser les investissements étrangers du Canada et pourtant nous laissons des investisseurs canadiens prendre de l'argent gagné grâce aux ressources canadiennes pour l'investir dans le sud des États-Unis, au Chili et dans le monde entier.

A St. Lawrence, à Terre-Neuve, l'Alcan a fermé toute une ville minière. Ce n'est pas parce que sa mine de spath fluor n'était pas rentable, elle l'était, mais pas suffisamment. La compagnie a fermé cette mine et compte aller au Mexique où elle achètera du fluor de la Noranda Mines qui y possède une mine. Les Canadiens en ont assez de servir de pion dans la partie que jouent les compagnies multinationales sur l'échiquier mondial.

Ce matin j'ai parlé à la réunion du syndicat canadien des travailleurs du papier. Avant de prononcer mon discours, j'ai vu un film intitulé «Tembec» pour la onzième fois. L'Inter-